



La Commune



Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont incarcérés dans les prisons espagnoles, en particulier le leader de la gauche abertzale, Arnaldo Otegi ainsi que le syndicaliste Rafa Diaz. Pour certains, leur vie est compromise par de graves maladies sans qu'ils puissent bénéficier de liberté conditionnelle liée à leur état de santé.

Rajoy poursuit 35 militants et cadres de l'ex-Batasuna, accusés d'avoir voulu reconstituer à partir d'octobre 2007 leur formation politique interdite. Parmi ces 35 se trouve la camarade Aurore Martin, citoyenne française, ayant, grâce à une importante mobilisation à laquelle nous avons participé, échappé à un mandat d'arrêt européen. Le 12 janvier 2015, jour où l'Audiencia Nacional devait ouvrir leur procès qui doit durer 6 mois, la garde civile arrête trois avocats qui devaient assurer leur défense, ainsi que 9 autres avocats et quatre membres de l'association Herrera qui milite en défense des accusés. Le procès est reporté. Officiellement la justice espagnole les accuse de fraude fiscale. Après une manifestation condamnant ces abus de pouvoir, la police saisit dans les locaux de l'organisation syndicale LAB, 90 000 euros recueillis lors de la manifestation.

Etat français et espagnol la main dans la main

Dans les jours qui suivent, plusieurs avocats sont libérés, mais ils ne pourront plus rendre visite à leurs clients inculpés. Désormais, ce sont les juges espagnols qui définissent quels sont avocats qui pourront défendre les accusés !

La justice s'oppose au recours déposé par Kepa Pikabea qui demandait que ses années passées dans les prisons françaises soient décomptées de la peine à purger en Espagne, comme le prévoit la directive européenne de 2008 intégrée dans le droit espagnol.

Eh bien non, la soixantaine d'autres prisonniers qui espéraient en bénéficier en seront pour leurs frais, et en particulier Santiago Arrospe, ex-dirigeant d'ETA, qui vient d'être réincarcéré dans les prisons espagnoles après avoir passé 13 ans dans celles de France.

L'Etat espagnol refuse toutes les demandes de rapprochement des prisonniers politiques, mais l'Etat français est sur la même longueur d'onde. Les rapports entre les deux gouvernements sont excellents sur cette question, les rendez-vous de Valls, alors ministre de l'intérieur, avec son homologue espagnol ont durci ce positionnement de fermeté avec les revendications du peuple basque.

Des alliances anormales

La décision unilatérale de l'ETA de déposer les armes et de proposer une ouverture de discussions sur le processus de paix s'est opposée à la position ferme de l'Etat espagnol de refuser tout dialogue avec ce qu'il considère comme une organisation terroriste. Force est de constater que malgré des mobilisations importantes au Pays Basque, l'Etat espagnol n'a pas reculé d'un pouce, surfant sur une « opinion publique » dans le reste de l'État espagnol, hors Pays basque, opposée à toute sorte de dialogue. La situation semble bloquée.

Sortu (organisation faisant suite à Batasuna), dans le cadre d'une coalition électorale, EH Bildu, s'est engagée, après une récente victoire électorale, à participer au fonctionnement « démocratique » qu'imposent les lois bourgeoises, dans les municipalités, au Parlement basque. C'est un choix politique, qui n'est pas le nôtre, mais que nous respectons. Pourquoi ne partageons-nous pas ce choix de se fondre à tout prix dans les institutions ?

Le PNV, parti bourgeois réactionnaire

Parce qu'il amène cette organisation à passer des accords avec, en particulier, le Parti Nationaliste Basque (PNV), parti bourgeois démocrate-chrétien réactionnaire. Avec tous les renoncements et compromissions qui vont de pair. Dernièrement, Sortu avait même envisagé de voter le budget du gouvernement basque, dirigé par le PNV, pour peu que celui-ci ne soit pas trop rigoureux avec les classes sociales défavorisées. Finalement, fort heureusement, Sortu a fini par voter contre face à un budget d'austérité par trop inacceptable. Cette orientation devenue une ligne directrice permanente pose problème pour une organisation se réclamant de toujours de la gauche et du socialisme.

Dans le même ordre d'idée, Sortu tend la main au PNV pour une alliance permettant de relancer le processus d'indépendance. Effacement des intérêts de classe au profit d'une indépendance non désirée par la bourgeoisie basque qui préfère de toujours un compromis permanent avec Madrid plutôt qu'une indépendance qui ouvrirait la boîte de Pandore de la révolution sociale. Or, le PNV, il l'a toujours démontré, en particulier en 1936, préfère l'ordre bourgeois de la propriété privée aux revendications ouvrières. Sa haine de la classe ouvrière basque est la plus forte.

Podemos devant Sortu au Pays Basque !

Sortu, et nous le déplorons, en oublie les attaques que subissent les travailleurs du Pays-Basque. Si bien qu'un sondage récent réalisé par Euskobarometro montre qu'aux prochaines élections régionales, Podemos ferait une entrée fracassante au Parlement basque, ce qui ramènerait les indépendantistes à 12-13 sièges contre 21 actuellement, et Podemos au coude à coude avec le parti bourgeois PNV. En prenant garde à ce que valent les sondages, cela montre tout de même qu'une partie de l'électorat abertzale se détourne de la politique menée par Sortu et ses alliés.

Au Pays Basque nord, les mêmes dérives sont en marche. Les organisations abertzales ont signé un texte d'appel au dialogue adressé au gouvernement français, texte signé par des représentants de la droite (UMP, MODEM) et du PS et du syndicat très collaborateur CFDT. Cela démontre l'illusion mortelle d'une partie du mouvement abertzale (pas de tous) selon laquelle il peut s'appuyer sur les forces de la réaction plutôt que sur la mobilisation des travailleurs.

Avec Sortu, inconditionnellement contre la répression...

Ce choix, conséquence logique de la politique menée au Pays Basque sud est catastrophiques car comment faire confiance à ceux qui ont organisé et continuent à organiser la répression féroce contre les militants basques ? Tout ça pour quelques voix aux prochaines élections ? C'est cher payé, au prix d'un renoncement à l'indépendance politique à laquelle les militants indépendantistes nous avaient habitués et que nous étions les premiers à saluer.

...Et les libertés démocratiques

Nous sommes et serons toujours inconditionnellement à leurs côtés pour la lutte en faveur des prisonniers et exilés basques et contre la répression. Nous sommes et serons toujours à leurs côtés pour une paix juste, durable et négociée, aspiration profonde de l'immense majorité du peuple Basque. Cela ne souffre pas de discussion, jamais . Mais nous regrettons les alliance contre nature passées ces temps derniers par nos camarades indépendantistes basques.

Francis Charpentier
27 février 2015

Modifié le vendredi 06 mars 2015

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont cessé de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
